

Objet :

**Prise en charge des frais
de justice suite à des faits
de menace à l'encontre
d'un élu public**

**Du registre des délibérations du Conseil Municipal
Séance ordinaire du 28 Mars 2023.**

Le Conseil Municipal de la Ville d'AULNOYE-AYMERIES s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances et sur convocation de son Maire en date du 22 Mars 2023.

Présents : ADELINET Jeannine, ALEXANDRE VIRGILE Dominique, BAUDOUX Bernard, CARPENTIER François, DEMILLY Nicole, DENEUBOURG Sandrine, DENYS Agnès, DURIEUX Jean, GEORGES Hugo, LEROY Brigitte, MAIRIAUX Isabelle, N'DIAYE Betty, PARIS Vanessa, THURETTE Pascal, TOURNAY Sylvie, WAGER Corinne et WAGER Michel. (17 membres).

Ont donné procuration : BERNARD Serge (à Dominique Alexandre Virgile), CARON Marianne (à Isabelle Mairiaux), DEPRET Kévine (à Agnès Denys), DESSE Janique (à Jean DURIEUX), DESSE Perrine (à Bernard Baudoux), DURSENT Sébastien (à Sylvie Tournay), LAGRENE Laurent (à Brigitte Leroy), OUHMETA Bilel (à Corinne Wager), VOLKAERT David (à Nicole Demilly), YEDDOU Leïla (à Pascal Thurette). (10 membres).

Excusés : DEHIER Philippe et PALMISTE Logan. (2 membres)

La séance s'est tenue sous la présidence de Monsieur Bernard BAUDOUX, MAIRE.

Madame Agnès Denys, première adjointe, a été nommée secrétaire.

Monsieur le maire expose le contexte :

Les violences verbales et physiques se multiplient à l'encontre des élus publics depuis plusieurs années.

A tel point qu'en 2020, l'Association des Maires de France (AMF) a lancé un observatoire afin de regrouper les témoignages des élus de terrain. Cet observatoire partait d'un constat alarmant : entre Janvier et juillet 2020, 233 maires et élus avaient été agressés en France.

Ainsi, depuis l'adoption de la loi Engagement et proximité tous les maires, ou les élus les suppléant ou ayant reçu délégation sont désormais couverts par la protection fonctionnelle.

A ce titre, il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser la commune à prendre en charge les frais de justice des élus confrontés à ce type de délits.

En l'occurrence, la somme de 700 € engagée auprès de la SELARL Veinand Van Cauwenberge par Monsieur Hugo Georges, adjoint au maire, qui a été victime le 1^{er} Juillet 2022 « de menaces de crime ou délit à l'encontre d'un élu local ».

L'auteur a été reconnu coupable de ce délit lors de l'audience correctionnelle du 7 Octobre dernier. Cette condamnation inclut le

paiement d'une partie des frais judiciaires en
de 500 €.

Les honoraires s'élevant à 1200 €, le conseil municipal est donc invité à autoriser la commune à prendre en charge les 700 € restant.

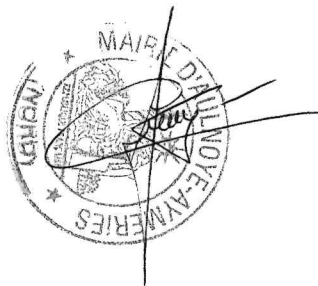
Où l'exposé de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité des membres, autorise la prise en charge des 700 € de frais de justice restant à la charge de M. Hugo Georges, adjoint.

Et ont les membres présents, signé lecture faite.

« Pour extrait certifié conforme ».

A Aulnoye-Aymeries, le 28 Mars 2023

Le Maire,



NOUS, MAIRE D'AULNOYE-AYMERIES
Certifions avoir procédé à l'affichage public
De cette décision et la déclarons exécutoire à
Compter du 05/04/2023